



Présentation des points de vue du MI-RPD sur la recrudescence de la violence armées à l'Assemblée Nationale de la République du Burundi

En date du 4 avril 2012, à 15h30, une délégation du MI-RPD présidée par Jean Claude SINZINKAYO (Coordinateur national de l'organisation) accompagné d'Evariste NZEYIMANA (Directeur Administratif et financier), Jeannette BUDURI (Membre d'honneur) et Aimable NZOYISENGA (Membre) a été reçue en audience par le premier vice-président de l'Assemblée Nationale, Honorable KARERWA Modeste. Cette audience avait pour objectif de présenter les points de vue sur la recrudescence de la violence armées qui s'observent ici et là dans le pays. Le premier vice-président de l'Assemblée Nationale a accueilli la délégation en leur souhaitant la bienvenue. Elle a spécifié que cette audience avait été accordée pour répondre à la lettre de demande d'audience adressée à l'Assemblée Nationale par la même Organisation.



Dans le but d'informer l'Assemblée Nationale sur les activités que l'organisation est en train de mener dans la mise en œuvre de ses objectifs, le coordinateur a remercié cette autorité d'avoir accepté de les recevoir tout en rappelant que c'était la deuxième fois que l'organisation était reçue à l'Assemblée Nationale.

Dans son allocution, le président de la délégation a présenté qu'après l'analyse des causes profondes de l'insécurité communautaire, l'organisation a fait les constats suivants :

- L'existence des bandes armées dispersées sans connexion ni réseau

- Le contenu du rapport des experts des Nations Unies confirmant l'existence des groupes rebelles qui se développent dans la sous-région n'épargnant pas notre pays à l'instar de col KABIRIGI et General NTWARI Moise qui se sont proclamés les chefs des rebelles et d'autres.
- Un langage non rassurant chez certains politiciens issus soit du parti au pouvoir ou des partis de l'opposition, de certains médias et certains membres des organisations de la société civile
- La pauvreté (la vie chère qui s'observe aujourd'hui)
- La crise économique dans le monde en général
- La dégradation du sol occasionnant de mauvaises récoltes et les changements climatiques
- L'exode rural sans objectif particulier occasionnant la montée de la délinquance
- Les postes de police établis aux domiciles des individus non reconnus par la loi (comme les représentants des églises les commerçants et d'autres) laissant les postes de polices vacantes ou avec un nombre insuffisant des agents
- La prolifération des armes, d'abord par un groupe qui les détient illégalement, ensuite certains membres des corps de défense et de sécurité qui les utilisent à des fins de déstabilisation de la sécurité communautaire
- Exécutions extra judiciaires
- Il n'existe pas de lois régissant la remise des armes



Après la présentation de tous ces constats, le Coordinateur National de l'organisation a fait remarquer que c'est pour ces raisons que le MI-RPD a pris l'initiative d'organiser une conférence-débat ciblant des hauts cadres, les leaders étatiques et non étatiques, les partis politiques, les confessions religieuses, des parlementaires et sénateurs dans le but de leur

permettre de débattre sur la problématique de la sécurité et de s'engager à réduire les violences armées chacun dans son milieu.

Les recommandations issues de cette conférence pourront aider le gouvernement de mieux œuvrer pour accomplir sa mission concernant la consolidation de la sécurité communautaire.

Le coordinateur du MI-RPD a saisi l'occasion pour demander au premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale de participer personnellement à la conférence et de mobiliser les parlementaires à y participer.

Concernant sa faisabilité, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (**GRIP**) basé à Bruxelles (Belgique) a déjà octroyé une partie des fonds requis pour la réalisation de cette conférence.

Enfin, le coordinateur national a émis les souhaits en rapport avec ce que l'Assemblée Nationale pourrait réaliser en plus dans le domaine de la sécurité publique, entre autres :

- Recommander au gouvernement d'instaurer une deuxième phase de désarmement en fixant une période de sensibilisation et de mobilisation à la remise des armes détenues illégalement
- Faire un plaidoyer auprès du gouvernement afin qu'il éclaire les modalités de conservation des armes durant cette période.
- Créer un cadre de dialogue concerté avec tous les partis politiques étant donné que le Burundi est en train d'organiser le 50^{ème} anniversaire d'indépendance pour ne pas vivre les scénarios de la période électorale de 2010 (les violences pendant et après les élections).



Quant au 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée Nationale, il a vivement apprécié la contribution du MI-RPD à la consolidation de la paix et la sécurité communautaire, surtout dans la lutte contre la violence armée. Elle a confirmé la primauté de la sécurité dans la vie de la nation étant donné qu'il ne peut y avoir de développement sans la sécurité. « L'Assemblée

Nationale, qui représente la population dans tous les domaines doit connaître tous ses problèmes et proposer des solutions. Le pays a donc besoin des personnes animées d'un esprit d'amour patriotique qui œuvrent aux côtés des parlementaires pour le bien être de la population» a-t-elle dit.

Elle a fait remarquer que les problèmes ne manquent pas mais que pour faire face à ces derniers le concours de tout un chacun est indispensable et particulièrement dans le domaine de la sécurité.

Elle a terminé en encourageant le MI-RPD de redoubler ses efforts dans ses activités de nature à promouvoir la paix et la sécurité et en promettant sa participation personnelle ainsi que de celle des parlementaires à la conférence débat qui sera tenue prochainement. Elle a promis également que le message sera transmis au président de la l'Assemblée Nationale et a rassuré l'organisation que les portes de l'Assemblée Nationale sont grandement ouvertes chaque fois qu'il y aura des propositions à faire à l'Assemblée Nationale pour le bien être de la population. Aussi, l'Assemblée Nationale pourra inviter l'organisation pour qu'elle puisse donner ses points de vue dans ce domaine.

Pour le MI-RPD,

BIZIMANA Jean-Bosco
service de publication et de communication